

PRÉFET DU LOT

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° E-2016-260**  
**PORTANT ENREGISTREMENT**  
**D'UNE INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS INERTES**  
**SYDED du Lot à Luzech**

**La Préfète du Lot,**

*Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,*

- VU le code de l'environnement ;
- VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, présenté par le SYDED du Lot déposée le 30 mars 2016, relatif à la poursuite de l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées au lieu-dit « Saint-Marc » sur le territoire de la commune de LUZECH ;
- VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° E-2016-112 du 13 mai 2016 portant ouverture d'une consultation du public relative à une demande d'enregistrement présentée par le SYDED du Lot d'une installation de stockage de déchets inertes à Luzech ;
- VU les observations du public recueillies entre le 4 juin 2016 et le 18 juillet 2016 ;
- VU l'avis de la Mairie de LUZECH ;
- VU le rapport et l'avis de l'inspection des Installations Classées en date du 1<sup>er</sup> août 2016 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques dans sa séance du 15 septembre 2016 au cours de laquelle le demandeur a été entendu ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le SYDED du Lot ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation ;

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de soumettre cet arrêté à l'avis des membres de le Conseil de l'Environnement et des Risques sanitaires et technologiques (CODERST), du fait que le présent arrêté impose des prescriptions supplémentaires fixant la durée de l'autorisation et la limitation des volumes annuels et totaux maximum ;

**CONSIDÉRANT** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du pétitionnaire par courrier du 16 septembre 2016 ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Lot ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - Portée de l'autorisation**

#### **CHAPITRE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **ARTICLE 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation**

L'installation du SYDED du LOT, représenté par Monsieur Gérard MIQUEL (Président du SYDED du Lot), dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Matalines » à CATUS faisant l'objet de la demande susvisée déposée le 30 mars 2016, est enregistrée.

Cette installation est localisée sur le territoire de la commune de Luzech, à l'adresse « Saint-Marc » parcelles n° 148 de la section AI.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

### **TITRE 2 - Nature des installations**

#### **CHAPITRE 2.1 - stockage de déchets inertes**

##### **ARTICLE 2.1.1 - classement des activités**

<b>Rubrique</b>	<b>Activités concernées</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>	<b>Seuil</b>	<b>Régime</b>
2760-3	Stockage de déchets inertes	volume maximal : 2 600 m <sup>3</sup>	pas de seuil	E

Régime : E (Enregistrement).

### **ARTICLE 2.1.2 - localisation de l'établissement**

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants :

<b>Commune</b>	<b>Parcelle</b>	<b>Lieu-dit</b>
Luzech	148 de la section AI	Saint-Marc

L'exploitant établit et met à jour un plan de situation de l'établissement. Ce document est mis à disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 2.1.3 - Production maximale**

Le stockage annuel maximal est limité à 260 m<sup>3</sup> (ou 420 tonnes) de déchets inertes.

### **ARTICLE 2.1.4 - Validité de l'autorisation**

L'autorisation d'exploiter est accordée jusqu'à saturation de la capacité maximale, soit 2 600 m<sup>3</sup> (ou 4 200 tonnes) ou pour une durée de 10 ans à compter de la notification du présent arrêté.

## **CHAPITRE 2.2 - Conformité au dossier d'enregistrement**

### **ARTICLE 2.2.1 - Conformité au dossier d'enregistrement**

L'installation est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande déposée le 30 mars 2016.

Son exploitation respecte les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

### **ARTICLE 2.2.2 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations du régime de l'enregistrement relevant de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **TITRE 3 - Modalités d'exécution**

### **ARTICLE 3.1.1 - Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **ARTICLE 3.1.2 - Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal administratif de TOULOUSE :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

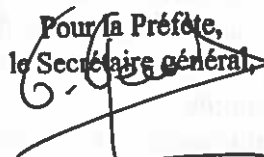
Les tiers qui ont acquis ou pris à bail des immeubles ou ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **ARTICLE 3.1.3 - Publication**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot et dont une copie sera notifiée au :

- Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à TOULOUSE,
- Chef de l'Unité Interdépartementale de la DREAL à CAHORS,
- Commandant du groupement de Gendarmerie du Lot,
- Maire de la commune de LUZECH,
- au SYDED du Lot.

À CAHORS, le 30 SEP 2016

Pour la Préfète,  
le Secrétaire général  
  
Gilles QUENÉHERVE